

Le père Noël s'invite à table

1000 m² pour réussir votre réveillon

Zone Commerciale LA VALETTE - 50 m après

Ouvert du lundi au samedi de 10h à 19h NON STOP - 04 94 48 66 89



(Photo Patrick Babin/Agf) © Agf

MANIFESTATION HISTORIQUE À TOULON ET MAINTENANT ?

► Plus de 10 000 manifestants à Toulon, le cortège était fourni hier lors du mouvement contre la réforme des retraites. ► D'autres secteurs pourraient encore grossir les rangs dans les jours qui viennent. Le gouvernement va présenter la structure du projet la semaine prochaine. ► Par ailleurs, des Gilets jaunes ont bloqué le dépôt de carburant de Puget-sur-Argens. **P 2-5**

TOULON
A St-Jean-du-Var le Leclerc va bientôt rouvrir ses portes **P 7**



HYÈRES
Les temps forts du 9^e Festival des pitchouns **P 17**

FOOT - NATIONAL
Ce soir face à Boulogne, le Sporting joue déjà gros **P 36**

AUJOUR'HUI
Votre magazine **Week-end**

Tout sur les loisirs de la Côte d'Azur et du Var

52 PAGES EN KIOSQUE



UNE PUBLICATION DU GROUPE NICE-MATIN

20627 - 1206 - 1,60 €

SANARY-SUR-MER

Les Odyssées
L'ART DE VIVRE EN MER

APPARTEMENTS ET MAISONS À 5 MINUTES DE LA PLAGE

09 77 422 422
ca-immobilier/sagem/lesodyssées

CO-RÉALISATION

CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER

3 pièces 280.000€
2 pièces 225.000€
Maison 4 pièces 408.000€

RALLYCIRCUIT CÔTE D'AZUR

Avec la participation exceptionnelle de **Valtteri Bottas**

PAUL RICARD

BIJETERIE À PARTIR DE PASS 15€

3 JOURS 06-07-08

GRATUIT -16 ANS DÉCEMBRE 2019

www.rallycircuit.fr

Réforme des retraites : raz-

Toulon 15 000 selon les syndicats, 7 300 selon la police : les manifestants étaient, quoi qu'il en soit, plus nombreux qu'ils ne l'ont été depuis longtemps, faisant de la journée d'hier un succès

« La retraite, c'est la mère de toutes les batailles. » Armé de cette certitude, Olivier Masini, secrétaire départemental de la CGT du Var à la veille du 5 décembre, était convaincu que la mobilisation serait au rendez-vous. Hier, les flots de manifestants qui ont défilé dans le centre-ville de Toulon, mais aussi à Draguignan (2 000 personnes) et Brignoles (700) n'ont pu que le conforter : selon le syndicat, quelque 15 000 grévistes – 7 300 selon la police – ont pris les rues toulonnaises d'assaut. Et bien qu'il s'agissait clairement de déclarer la guerre à la réforme des retraites du gouvernement, les manifestants l'ont fait sans heurt et dans le calme.

Tous ensemble, tous ensemble

Après s'être d'abord prépositionnés par corporation sur différents sites de la ville (*lire ci-dessous*) dans une ambiance bon enfant, les contestataires convergent vers l'entrée de la base navale, porte Castigneau, où les attendent les grévistes de l'arsenal. En ordre de marche. Pompiers, fonctionnaires territoriaux, personnels de la CPAM, de la mairie de Toulon ou encore du conseil départemental. Professionnels de l'hôpital, fédération du spectacle, enseignants, personnels pénitentiaires. Mais aussi salariés du privé, à l'image de

ceux de Carrefour ou de Renault. Même quelques Gilets jaunes. Tous sont réunis sous les bannières de leurs syndicats – CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFTC ou encore Unsa –, eux-mêmes formant une intersyndicale. « Il faut prendre ce qui nous rassemble, résume Emmanuel Trigo, secrétaire général de la FSU. Ce qui nous divise, on le laisse de côté. »

Poings levés contre les points

Ce qui les rassemble en l'occurrence, Myriam Barneil, secrétaire générale Force ouvrière, s'exprimant pour l'intersyndicale, rappelle que c'est leur conviction que « notre système de retraite actuel et ses régimes garantis ont un droit universel à la retraite à l'ensemble des salariés [...] et une pension calculée sur les meilleures périodes de la vie active ». À la tribune, empoignant le micro comme un clairon, elle poursuit : « Il s'agit de dire haut et fort de le réviser [...] que tous les salariés sont perdants avec le projet de régime de retraites à points. »

Et de sonner la charge, pour faire s'ébranler les troupes, étendus le long de la rue Robert-Guillemard et de l'avenue Général-Magnan (le long de la corderie). Il est 11 h 15, lorsque le cortège s'élanche vers l'avenue de la République, pour rejoindre l'avenue Franklin-Roosevelt, via le

rond-point Bonaparte. Lorsque les premiers manifestants arrivent au Champ-de-Mars, d'autres commencent à peine à remonter depuis le stade Mayol, tant ils sont nombreux. Et alors que, au pas, près d'une heure et demie après le départ, ils atteignent la place de la Liberté, leur point de dispersion initial, on leur demande finalement de retourner porte Castigneau, pour « sécuriser la manif », particulièrement dense.

La suite à écrire

Il est 13 heures, juste devant la base navale, lorsqu'un manifestant s'exclame : « Ça a été un succès, on s'en rappellera ! » Mieux, ils remettront ça. Tout du moins, c'est qu'ils assurent : « Maintenant, il nous faut poursuivre dans l'unité, discuter de la reconduction », exhorte Olivier Masini, le leader cégétiste, donnant déjà rendez-vous ce samedi 7 décembre à 14 heures, place Noël-Blache, pour un rassemblement avec Solidaires. « Il faut arriver à un blocage de l'économie, c'est de cette façon que nous nous ferons entendre ! »

En tout cas, en fin de journée, les organisations réfléchissaient à la suite, l'intersyndicale départementale devant se réunir cet après-midi même. Autant dire qu'ils ne sont pas près de battre en retraite.

VIRGINIE RABISSE
rabisse@varmatin.com



Si la manifestation a été particulièrement importante, hier, contre la réforme des retraites, elle s'est déroulée dans le calme et une ambiance bon enfant.



En images : des rassemblements partout et dans

Porte Castigneau : les salariés de l'arsenal déjà prêts à poursuivre le mouvement

L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt. Si l'on en croit ce proverbe, les personnels civils de la base navale de Toulon peuvent regarder le futur avec sérénité. À l'appel de l'intersyndicale, constituée des organisations CGT Arsenal, Sud Solidaires, Unsa Défense et FO Défense, toutes fermement attachées au système de retraite par répartition, la porte Castigneau était en effet complètement bloquée hier dès 4 h 30 du matin.

Le choix de cette porte, l'une des trois entrées de la base navale, ne doit rien au hasard : c'est obligatoirement par là que les poids lourds, qui alimentent le chantier d'aménagement de la



darse Missiessy en vue de l'accueil des sous-marins Barracuda, franchissent l'enceinte militaire. Hier donc, bien avant que le jour

ne se lève, un solide blocus était en place. Il faut dire que cette journée du 5 décembre était cochée depuis bien longtemps par les syndicats hostiles à la

réforme des retraites voulue par le couple exécutif Emmanuel Macron-Edouard Philippe.

« Depuis cet été on prépare cette journée d'action », confie Richard Romeo-Gibert, secrétaire général adjoint de la CGT arsenal de Toulon. D'un point de vue logistique, rien à dire : café chaud, sono crachant des chansons anticapitalistes inconnues du logiciel de reconnaissance musicale Shazam, slogans anti-réforme... rien ne manquait.

Mais outre la forme, les syndicats ont aussi eu le temps de bien bosser le fond. « On a lu le rapport de Jean-Paul Delevoye point par point. Il ne faut pas être mathématicien pour comprendre

qu'une retraite calculée sur l'ensemble de la carrière est plus défavorable que si on la calcule sur les 25 dernières années ou les 6 derniers mois [...] Quant à la clause du grand-père, qui revient à laisser crever ses enfants et petits-enfants, cet argument est en train de se retourner contre le gouvernement », explique Richard Romeo-Gibert.

Au vu du succès de cette première journée d'action (voir ci-dessus), les syndicats de l'arsenal de Toulon, réunis en AG dans la foulée de la manifestation du jour, ont décidé de reconduire le mouvement ce vendredi matin porte Castigneau.

P.-L. P.



de-marée en bord de rade



(Photos Patrick Blanchard / V. R. / Ma. D. / F. U.)

Dix slogans vus dans la manif



In: Instagram @mms2019



Lire aussi
en pages suivantes
et sur
varmatin.com

toutes les corporations

Les Seynois sont venus à pied !



S'ils ne goûteraient guère le surnom de « marcheurs », environ 300 Seynois participant au rassemblement toulonnais ont pourtant rejoint la capitale du Var à pied, comme aux grandes heures des manifs de l'arsenal ou des chantiers ! Partis en cortège de l'hôtel de ville à 8 h 30, ces opposants à la réforme des retraites, dont bon nombre de territoriaux réunis derrière la bannière de la CGT, ont mis deux heures pour parcourir les six kilomètres. Là-bas, les manifestants ont notamment pu croiser Marc Vuillemot, seul maire de la Métropole à avoir été aperçu dans la foule.

MA. D.

Les blouses blanches, « une colère sans fin »

La colère des blouses blanches est « sans fin parce qu'elle n'est pas écoutée », lâche Gilles Manchon, secrétaire général adjoint FO, aux côtés de Serge Kiebel, secrétaire général départemental, et de Jean-Eric Lodevic, secrétaire du CHITS. Personnels hospitaliers, du service urgences samu, des établissements privés ont fait bloc. Tous mobilisés



derrière la bannière FO ou CGT contre la réforme des retraites, et pour la reconnaissance de leurs professions comme le clament les ambulanciers Samu-Smur hospitaliers. « Nous refusons d'être condamnés à l'indignité », s'est agacé le représentant régional FO. Le ceruciel porté par les personnels soignants à l'appel de la CGT du CHITS symbolisait la perte de sens du métier et des conditions de travail dégradées. « La réforme de la retraite a appelé la pénibilité », dénonce Manon Magagnosc, secrétaire CGT du CHITS aux côtés du Dr Vincent Carret. « Quand on sait que la majorité des infirmiers et des aides soignants n'arrive pas à finir leur carrière parce qu'ils sont démolis par le travail, c'est juste une honte ! »

C. P.

Les retraités sur la place de la Liberté

Dès 9 heures, les retraités se sont rassemblés place de la Liberté, « un point de repère », estime Michel Fortuna, responsable FSU retraite. Les points justement « impacteront bel et bien les pensions de ceux qui sont déjà à la retraite », assure le syndicaliste, qui explique : « S'ils se convertissent à la baisse, eh bien les pensions baisseront aussi. Comme en Suède ! » Il conclut : « C'est une lutte intergénérationnelle : on est tous dans le même bateau ! »

V. R.



Contre la réforme des retraites : raz-de-marée en bord de rade.....(suite)

— Pourquoi ils sont descendus dans la rue —

« On ne veut pas d'une retraite de smicards ! »

Rose-Marie, employée dans un collège de Hyères

« Trop, c'est trop ! Les raisons d'être ici ? Il y en a plein et, avant tout, parce que nous défendons notre avenir. On ne veut pas faire partie d'une génération sacrifiée. J'ai fait des études supérieures, j'ai un master, et je suis au niveau cadre. Or, je n'ai pas un salaire de cadre. Une fois à la retraite, que va-t-il se passer pour nous ? On ne veut pas d'une retraite de smicards ! Nous sommes



tous dans le même cas de figure car, privé comme public, tout va baisser pour tout le monde. Ras-le-bol de subir en permanence. Maintenant, on agit. »

« Encore plus inégalitaire pour les femmes »

Nathalie Marin, vendeuse en gare de Toulon et représentante CGT

« Cette réforme est d'abord très inégalitaire. Elle oppose les uns aux autres. Or, tous les salariés sont touchés, chacun à leur niveau ! On va tous voir nos pensions baisser. C'est pour cette raison que tant de monde s'est déplacé aujourd'hui. Et, pour les femmes, la réforme est encore plus inégalitaire. La mobilisation d'aujourd'hui témoigne que nous avons tous, du secteur privé ou du secteur public, les mêmes revendications. Aujourd'hui, on réclame que le régime de la branche ferroviaire soit étendu à tous les salariés. La retraite par points, c'est un non définitif ! »



« Comme un air de 1995 qui plane... »

Denis Papazian, cheminot au réseau infrastructures en gare de Toulon

« La retraite par points pour tout le monde ? On n'en veut pas et on n'en voudra jamais. Il faut que le gouvernement le comprenne. Notre système par répartition est un bien commun que nous sommes prêts à défendre dans la rue pendant des mois. A la SNCF, on passe en société anonyme au 1er janvier 2020 et tout va changer... en pire pour les salariés. Partout, l'Etat se désengage... comme voulait le faire Juppé en 1995. J'avais 20 ans à l'époque et je sens comme un air de 95 qui plane... Notre mobilisation le prouve. »



« Le gouvernement piétine un acquis fondamental »

Marc, technicien à l'atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Cuers

« Première conséquence de cette réforme : une baisse généralisée des pensions pour tous. Pour moi, cette réforme est purement idéologique. Elle casse la solidarité entre les générations et je suis aussi là pour ça : montrer que, quels que soient nos âges, nous sommes tous concernés par cette réforme qui va mettre à bas tout le système qu'on a toujours connu et qui ne marche finalement pas si mal que ça. Et puis, mince : le gouvernement piétine un acquis qui date de 1945 quand même ? On détruit l'esprit du Conseil national de la Résistance ! Ce n'est pas rien... »



Pas de jeudi noir sur la route



Les rassemblements, porte Castigneau ont perturbé à l'heure de pointe le trafic, hier, à l'entrée ouest.

(Photo Patrick Blanchard)

Finalement, cela n'a pas été un « jeudi noir » sur la route. Longtemps annoncé, le mouvement social, bien suivi dans toutes les corporations, a été bien anticipé par les usagers. Le rassemblement de milliers de manifestants, porte Castigneau a contraint les autorités à fermer l'A 50 à 10 heures, durant une demi heure, hier matin, dans le sens Mar-

seille-Nice à hauteur de la sortie Chateaufallon, et durant près de trois quart d'heure à partir de 12 h 20. Cela a provoqué de légers ralentissements jusqu'à 1 km aux entrées ouest et est de la ville. Ils devraient encore être d'actualité ce matin avec la reconduction de la grève par les salariés de l'arsenal, porte Castigneau.

Et aujourd'hui ?

Qu'en sera-t-il aujourd'hui de la mobilisation largement suivie hier dans le privé et le public ?

Arsenal. Les salariés de l'arsenal ont décidé de reconduire le mouvement. (Lire par ailleurs) Un rassemblement est prévu ce matin, porte Castigneau.

Transports. Au Réseau mistral, le taux de grévistes était de 60 % selon la direction. Aucun nouveau préavis de grève n'ayant été déposé par les représentants syndicaux, « le service fonctionnera normalement », est-il assuré.

Côté aéroport, plusieurs vols en provenance et à destination de Paris ont été annulés hier. Rebelote aujourd'hui. Les vols Air France AF 7693 à 8h15, 7507 à 14h20 et 7509 à 21h05

Ecoles. A Toulon, le service minimum d'accueil sera reconduit, aujourd'hui, dans trois écoles, suite à de nouvelles déclarations de grève côté enseignants. Il s'agit des maternelles Brusquet et Muraire, et de l'élémentaire St-Jean du Var. La cantine fonctionnera normalement.

Ailleurs dans le département

1400 personnes (selon la police) dans la rue à Draguignan

De mémoire de manifestant, « cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu autant de monde dans la rue ».

Selon la police, 1 400 personnes (2 000 selon les organisateurs) se sont rassemblées devant la sous-préfecture ce jeudi matin pour crier leur colère face à la réforme des retraites.

Enseignants, personnels hospitaliers, des finances publiques, cheminots...

De nombreuses professions étaient mobilisées pour protester contre la mise en place d'un système de retraites à points. Vers 11h00, le cortège a fait une halte devant les barrières mises en place par les forces de l'ordre en amont de la permanence du député de la huitième circonscription, Fabien Matras.



Repères

■ Taux de grévistes élevés dans les écoles, collèges et lycées

Dans le premier comme dans le second degré, le mouvement social a été très largement suivi. Selon l'inspection académique du Var, on comptait 45, 34 % de grévistes dans les rangs des personnels des écoles maternelles et élémentaires. 51 % des écoliers ont été pris en charge par les agents assurant le service minimum d'accueil. Dans le second degré, le taux de grévistes est largement supérieur dans les collèges (52,19 %) suivis des lycées généraux technologiques (43,67 %) et des lycées professionnels (28,46 %). Des personnels des établissements réunis en assemblée étaient déjà prêts à reconduire la grève « pour faire reculer le gouvernement. »

■ 65 % d'enseignants toulonnais grévistes

Le service minimum d'accueil a été mis en place dans 71 des 84 écoles de la ville de Toulon. 1 746 enfants ont été accueillis par 201 vacataires périscolaires mobilisés.



Une belle mise au point dans les rues de Draguignan

Mobilisation d'ampleur, hier, pour protester contre la réforme des retraites. Enseignants, agents des finances publiques, cheminots... Ils ont tous répondu présent à l'appel de l'intersyndicale

De mémoire de manifestants, cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu un boulevard autant rempli de drapeaux multicolores. Rouge, évidemment. Mais pas seulement. Parce que c'est une intersyndicale soudée qui s'est rassemblée, hier matin, devant la sous-préfecture, pour adresser une petite mise au point au gouvernement. « Ce qu'on nous propose, ce système de retraite à points, ce n'est pas admissible. »



Environ 1 500 personnes battent le pavé, et rejoignent la permanence parlementaire du député de la huitième circonscription, absent du local. (Photos Sophie Louvet)

« C'est maintenant ou jamais »

Collèges d'Aups, de Vidouban, de Sainte-Maxime, lycée du Val d'Arcens du Muy, mais aussi Unions locales CGT de Saint-Raphaël et du golfe de Saint-Tropez... ils sont venus parfois de loin pour manifester leur colère face à un projet de réforme que tous jugent « dangereux ». Mais au-delà de la sauvegarde d'un système de retraite, c'est un ras-le-bol général qu'expriment bon nombre de manifestants. « Là, c'est la goutte d'eau qui fait dé-

border le vase, estime Sylvain Charbonneyre (FO finances publiques). Dans les trésoreries, on n'est plus en mesure d'assurer les missions de service public : on n'est pas assez nombreux. » Et pourtant, c'est par l'emploi que se financeront les prochaines pensions, ainsi que le souligne Jean-François Letaconoux (Unsa Défense) : « Sans emploi, personne ne va payer les retraites. Et ce n'est pas en supprimant des postes partout dans la fonction publique qu'on va y arriver. Cette mobilisation, c'est un

peu "maintenant ou jamais"... » En cela, il ne sera pas contredit par Christophe Campagna (CGT cheminots), qui pose sur le mouvement un regard acéré par le poids de son expérience : « Il faut avouer que chez les cheminots, il est difficile de se remobiliser. On a vécu trois mois de luttes infructueuses l'année dernière. Mais on n'en demeure pas moins motivés, notamment quand on voit d'autres camarades se sentir concernés. » Des travailleurs syndiqués, mais aussi des citoyens impliqués, no-

tamment ce groupe de Gilets jaunes venu du Muy pour porter des revendications intègres : « Jamais on ne cédera », clament Magali, Olivier et Patrick avant de s'élancer dans la manifestation. Après le boulevard Clemenceau, c'est l'avenue Lazare-Carnot qui se remplit, et tandis que la tête du cortège atteint la permanence du député de la huitième circonscription (Fabien Matras, LREM) on ne sait toujours pas si l'arrière a démarré. Devant les barricades mises en place par les forces de l'ordre pour

entraver la progression de la manif, et ainsi protéger le local parlementaire, les voix s'élèvent : « C'est une drôle de vision de la démocratie », lance un gréviste alors que d'autres appellent Fabien Matras (absent) à venir à leur rencontre. Sur le chemin du retour, les rangs s'éclaircissent, dans la bonne humeur. Et tous repartent avec ce drôle de sentiment : « On sent qu'il se passe un truc... » A vérifier si l'impression résiste au passage du temps.

ROMAIN ALCARAZ

« Sans plus de moyens, la santé publique n'ira pas mieux »

« Des lits, des bras, et du pognon ! », lançait le syndicaliste Frédéric Duthé. À l'appel de la CGT USD santé et action sociale, une quarantaine de personnels de santé était réunie, hier matin, devant l'Ehpad Le Malmont, avant de rejoindre le cortège des manifestants contre la réforme des retraites. Voilà des mois maintenant qu'ils donnent de la voix pour dénoncer leurs conditions de travail dégradées. « Il n'y a plus de moyens pour soigner, accueillir les patients (...). Il n'y a plus de moyens pour travailler sans s'épuiser au travail, sans avoir la sensation de mal travailler, de n'être plus que des exécutants de soins dans ces métiers du "prendre soin". » Et ce n'est pas le Plan santé du gouvernement qui les rassure. « Ça sort des miettes. Si l'on ne rouvre pas des lits, si l'on n'injecte pas d'argent, si on n'embauche pas de personnels supplémentaires, la santé publique n'ira pas mieux... »



Après le rassemblement devant l'Ehpad Le Malmont, hier matin, les professionnels de santé ont rejoint le cortège principal.

plumes, c'est certain. Le rapport Delevoye a été rendu il y a plusieurs mois, et on est toujours dans l'incertitude. On n'a rien sur la table. Le gouvernement doit assumer ce qu'il s'approprie à mettre en place. On sait par exemple que des mères de famille ne bénéficieront plus des

trimestres auxquels elles ont droit aujourd'hui. Que la pénibilité de nos professions de santé sera mise à la poubelle. Mais tout ça est tellement flou ! Il faut que le gouvernement réponde aux interrogations de tous ! »

M. B.

« Ne parler que des retraites, c'est réducteur »

Jérôme Fuchs, agent pénitentiaire



« Notre profession est particulièrement impactée par la réforme des retraites. Pour avoir droit à un taux plein, on va devoir travailler entre 5 et 7 ans de plus. On est en colère face à ce constat : comment voulez-vous qu'à 60 ans, on continue à courir derrière les voyous ? À la maison d'arrêt de Draguignan, on est un peu une base arrière, mais il y a quand même une cinquantaine d'agents dans le cortège. Et c'est un tout qui provoque notre mobilisation. Ne parler que des retraites, c'est presque réducteur. »



Puget : le dépôt pétrolier bloqué par les Gilets jaunes

Les Gilets jaunes ont tenu deux barrages sur la route menant au seul site du Sud-Est qui était ouvert hier. En début d'après-midi, les gendarmes les ont repoussés sans violence

Ils sont arrivés tôt, très tôt hier près du dépôt pétrolier de Puget-sur-Argens, « le seul du Sud-Est, qui n'est pas en grève » souligne Lili. À minuit, une cinquantaine de Gilets jaunes a commencé à édifier des barrages de fortune, avec des objets pris dans la déchetterie, dont ils ont forcé le portail. Les camions qui viennent se ravitailler, sont tenus à distance au niveau du rond-point de la RD7. Très rapidement, un axe est libéré pour desservir un établissement pour personnes handicapées. Mais l'accès au site industriel reste impossible.



Les forces de l'ordre sont intervenues en début d'après-midi pour libérer les barrages érigés par les Gilets jaunes. (Photos Frank Muller)

Toute la matinée se passe dans le calme, les Gilets jaunes de la barricade la plus proche du dépôt expriment leurs revendications : « Plus de pouvoir d'achat, l'arrêt de la réforme des retraites, la justice sociale et fiscale » selon Lili.

« On peut changer les richesses de l'Élysée, faire une piscine à Brégaillon. Que les ministres, les présidents reforment leurs avantages et leurs retraites, ajoute Françoise.

Le régime universel des retraites c'est de la fumisterie. Qu'ils recherchent l'argent où il est, chez les riches fraudeurs et les multinationales ». Pour Eric, « il faut que les gens se réveillent. On est là pour nos enfants ».

En début d'après midi, le sous-préfet de Draguignan, Eric de Wispelaere, est arrivé accompagné des gendarmes de la compagnie de Gassin Saint-Tropez, et des PSIG d'Hyères, Draguignan et Gassin. Après avoir discuté avec les Gilets jaunes du barrage proche de la déchetterie, pour leur demander de partir - sans effet - il a attendu quelques instants, puis fait une dernière sommation. Les forces de l'ordre ont

Soudain, un coup de feu

« J'ai eu la peur de ma vie » raconte une jeune femme menacée par un homme habitant près du giratoire où les Gilets jaunes avaient monté un barrage, au niveau de la déchetterie. L'individu, très excité, est venu une première fois se plaindre parce que de l'huile était déversée sur la chaussée. Certains Gilets jaunes ont essayé de discuter avec lui. Mais après les avoir abreuvés d'insultes, il est reparti pour revenir trois minutes plus tard, une arme à la main. Avec courage ou incon-

science, certains lui ont demandé de se clamer. En vain. « Qui est-ce qui veut prendre une balle ? » a-t-il demandé en pointant la jeune femme avec un fusil de chasse. Et il a tiré en l'air avant de prendre la fuite en voiture, non sans avoir auparavant foncé en marche arrière sur des objets mis en travers de la route. Les gendarmes sont intervenus et ont entendu les témoins. L'homme s'est présenté lui-même à la caserne de gendarmerie de Fréjus, où il a été placé en garde à vue.



Sandrine : « Avec le Smic, je ne finis pas le mois »

« Je descends dans la rue depuis un an parce qu'avec un SMIC¹ et deux enfants, je ne m'en sors pas, explique Sandrine, 48 ans, auxiliaire de vie. J'arrive juste à payer mes factures et je ne finis pas le mois. L'électricité n'arrête pas d'augmenter, il y a 50 % de taxes, et je suis obligée de faire un crédit pour payer ma taxe d'habitation ».



Pour Sandrine « il y a trop d'injustices »

Cette mère de famille compte tout : « Mon grand, je l'ai envoyé une fois en vacances, mon petit jamais. On mange tous les jours, des pâtes, du riz, mais on ne fait pas d'extra. Pas de restaurant, pas de cinéma. L'été, le petit ne va qu'une fois au parc d'attractions. On a fêté le bac de mon aîné au restaurant, ça m'a coûté une semaine de courses ».

Fourtant Sandrine n'a pas toujours été « travailleur pauvre ». « Avant l'euro, j'ar-

rivais à mettre un peu d'argent de côté, maintenant c'est terminé ». Elle ne manifeste pas seulement pour elle. « Je suis descendue dans la rue pour nos petits commerçants, nos artisans, nos PME. Ils sont taxés à 40 %, Total à 8 % et google à 3 %. Pourtant, c'est nous les petits qui faisons tourner la France ». Elle s'inquiète beaucoup pour ses enfants : « Avec 14 de

moyenne au bac, mon fils n'a pas été pris dans une école publique. Et l'école privée, c'est 8 000 € par an sur 5 ans. Alors au lieu de faire des études, il a un petit boulot dans un commerce... Et j'ai perdu les prestations sociales que j'avais ». Et en veut beaucoup aux hommes politiques « qui ont de grosses retraites et ne donnent pas l'exemple ».

1. Le SMIC est de 1 171 euros nets

Thierry : « Même avec deux salaires, on n'y arrive pas »

Thierry assume d'être en grève : « Je suis dans le médical, ma femme aussi. Je suis là pour l'avenir de mes enfants, pour le pouvoir d'achat et parce que je suis inquiet pour nos retraites. On est deux avec trois enfants. Même avec deux salaires on n'y arrive pas ».



Thierry dit « je suis révolutionnaire pacifiquement »

À 48 ans, il souligne « la situation dans les hôpitaux, les EHPAD, est dramatique, c'est limite de la maltraitance ». Lorsqu'il parle avec ses collègues, « ils me soutiennent, mais ils ont peur de faire grève, ce que je comprends ». Lui est prêt au sacrifice. « Aujourd'hui, je perds un jour de salaire mais je sais pourquoi. L'essence, l'électricité, tout augmente. On n'a aucune aide en travaillant à deux. Ma taxe d'habitation a baissé de 20 euros ».

Depuis un an qu'il participe au mouvement des Gilets jaunes, Thierry travaille la nuit et fait des heures supplémentaires. « On traite les Gilets jaunes de cas sociaux, de fainéants, je démontre que c'est faux. Je suis un citoyen comme les autres. Mais je suis motivé à 100 % et je ne baisserai jamais les bras ». Le père de famille a

le sentiment « d'avoir été trahi » après avoir voté non au traité de Maastricht. Il est devenu apolitique. « Ils sont tous pareils. Il faut tout changer (...) Les multinationales, on leur donne de l'argent, le CICE, mais elles ne créent pas d'emplois. Pour Notre-Dame, on a trouvé des milliards, comme quoi, si on veut on peut ».